



LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE NÉOLIBÉRAL ET SON IMPACT SUR LES GROUPES COMMUNAUTAIRES



 Extraits du rapport sur
l'accessibilité des centres de femmes

L'R des centres de femmes du Québec - 2013





○ LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE NÉOLIBÉRAL

Nous vivons dans une société dominée par une idéologie néolibérale. Le néolibéralisme vise :

- **le moins de règles possible encadrant les marchés (qui sont censés se réguler eux-mêmes par la concurrence) ;**
- **la disparition progressive du secteur public (les services publics) au profit du secteur privé (les entreprises privées);**
- **la recherche du profit à tout prix même si cela doit nuire aux gens, à l'environnement, à la santé, etc.**

Cette idéologie est dominante, c'est-à-dire qu'elle est présentée dans les médias, les écoles, les discours officiels, les décisions du gouvernement comme étant LA Vérité, la seule voie possible.

Elle a plusieurs impacts. En voici quelques-uns qui sont directement en lien avec les sujets desquels les centres ont délibéré.

LA MARCHANDISATION DES RAPPORTS SOCIAUX

Les promoteurs du néolibéralisme considèrent que les valeurs d'égalité et de solidarité et les droits sociaux sont passés date.

Pour le néolibéralisme les valeurs prioritaires sont :

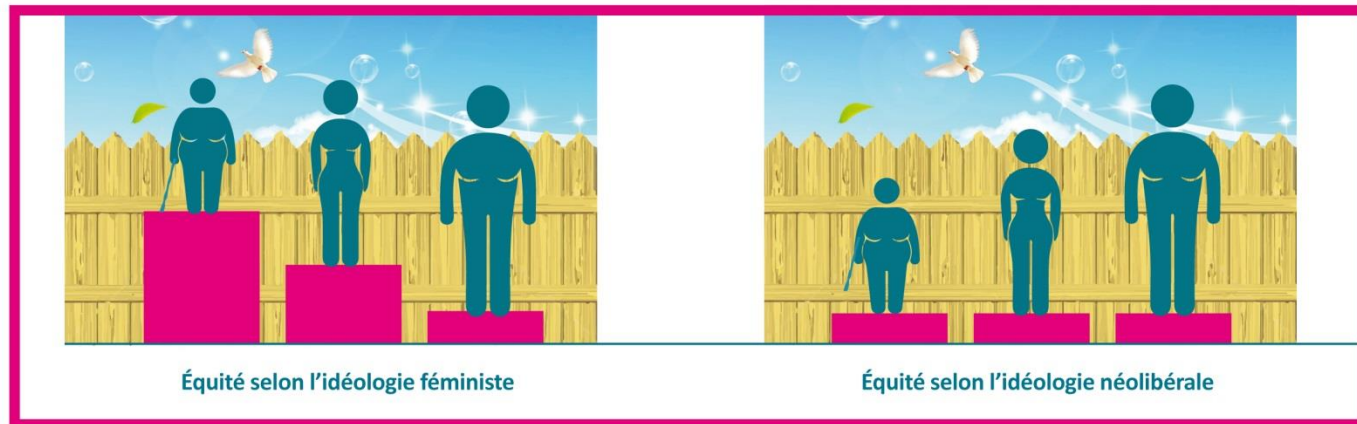
- **La croissance économique ;**
- **L'efficacité ;**
- **L'équité.**

On entend cette façon néolibérale de définir l'équité quand on nous dit tout le monde doit payer sa « juste part » ou que ce qui est juste est de faire payer l'utilisateur, que les néolibéraux appellent l'utilisateur-payeur.

À cause de cette conception différente de l'équité, les services publics ne sont plus perçus comme des droits mais comme des produits.

Au nom de l'efficacité, les promoteurs du néolibéralisme prétendent que les personnes abusent du système et gaspillent les ressources de l'État. Ils souhaitent lutter contre ce supposé « gaspillage ». Par exemple, ils attribuent l'engorgement des urgences à des choix individuels abusifs et ils ont essayé d'imposer un ticket modérateur (chaque personne aurait un nombre limité de visites gratuites. Au-delà de celles-ci, les personnes devraient payer de leurs poches).

Dans cette logique néolibérale, la tarification des services publics vise à responsabiliser l'utilisateur-payeur sur la valeur du service qu'il reçoit.



Différence entre l'équité d'un point de vue féministe et l'équité du point de vue néolibéral

LA NOUVELLE GESTION DES SERVICES PUBLICS

Pour les néolibéraux, le réseau des services publics doit être **efficace et même rentable** comme une entreprise privée. L'accès à des services publics n'est plus un droit social mais simplement la vente et l'achat d'un service qui pourrait potentiellement rapporter de l'argent.

Les institutions publiques (hôpitaux, écoles publiques, etc.) et les entreprises privées sont placées **en concurrence** les unes avec les autres. Si elles veulent continuer de recevoir leur subvention, **les institutions publiques doivent montrer qu'elles sont capables de réduire leurs coûts**. Cela se traduit trop souvent par une perte de la qualité des services ou par une augmentation du stress des travailleurs et des travailleuses.

Les institutions envisagent alors la possibilité d'augmenter leur entrée d'argent par la tarification. La pression est forte pour considérer les personnes usagères comme des consommatrices de services plutôt que comme des citoyens et citoyennes qui exercent leurs droits.

Donc, à la place de livrer des services à la population dans le but d'assurer sa santé globale et le respect de ses droits, la nouvelle gestion des services publics amène les CLSC et les hôpitaux à fonctionner comme des entreprises privées qui rendent des services à des consommateurs et des consommatrices qui doivent en assumer les coûts individuellement.

Par exemple, chez certains médecins, on charge maintenant des frais afférents (ouverture de dossier, gaze, bandelettes, etc.). On constate aussi que dans plusieurs municipalités, les stationnements des CLSC ou des hôpitaux deviennent payants. Heureusement, nos luttes pour contrer la tarification

portent fruit. Pensons à la lutte contre le ticket modérateur qui a finalement été éliminé. Cependant le problème reste présent ; pensons à la taxe santé ou à l'assurance autonomie (projet en cours d'élaboration par le gouvernement et qui vise à faire assumer individuellement aux personnes en perte d'autonomie et à leurs proches aidant·e·s les coûts des services reçus).

Le fait de passer de citoyenne à consommatrice entraîne une attitude clientéliste (c'est-à-dire une attitude où les gens exigent la livraison et la qualité du service rendu).



Cela entraîne également une sorte de compétition entre les personnes. C'est la bonne vieille stratégie de « diviser pour mieux régner » : au lieu de s'unir pour défendre le bien commun, les gens se méfient et pensent que les autres sont des « abuseurs du système ».



Ces deux derniers aspects provoquent toutes sortes d'expression d'intolérance autant dans les médias que dans le quotidien des centres.

LES IMPACTS SUR LES CENTRES DE FEMMES ET LES GROUPES COMMUNAUTAIRES

L'INSTRUMENTALISATION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

L'État tente d'instrumentaliser les organismes communautaires c'est-à-dire qu'il tente de les utiliser pour réaliser les tâches qu'il définit lui-même. Diane Lamoureux, une sociologue québécoise, a écrit : « L'idéologie néolibérale cantonne les organismes communautaires dans le volet service de leur mission et pas n'importe quel service mais un service privé de ses possibilités d'émancipation et de politisation. »

Autrement dit :



UN RISQUE DE GLISSEMENT DES PRATIQUES

Les centres de femmes peuvent être entraînés par la force du courant et délaissent graduellement leurs pratiques d'éducation populaire autonome et féministe pour adopter les pratiques la nouvelle gestion publique. Ce changement se fait, entre autres, à cause du financement et de la reddition de compte.



¹ Forme de travail social définie par une approche psychologisante et sélective qui considère que cela ne vaut pas la peine de soutenir certaines personnes parce qu'elles constituent des cas trop lourds et que ça coûterait trop cher de les aider à se remettre sur pied

DANS CE TABLEAU, ON COMPARE CE QUE LE MOT EFFICACITÉ VEUT DIRE POUR UNE APPROCHE D'ÉDUCATION POPULAIRE ET CE QU'IL VEUT DIRE SELON LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE.

	EFFICACITÉ SELON L'APPROCHE D'ÉDUCATION POPULAIRE FÉMINISTE	EFFICACITÉ SELON LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE
Valeurs	Droits, égalité, démocratie	Recherche de rentabilité ou de profit, gestion comptable
Approche	Approche globale	Travail social purifié ¹
Priorité	<ul style="list-style-type: none"> • Processus • Milieu de vie riche • Participantes impliquées dans vie et projets du centre • Transformation sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats • Demandes de financement pointues et spécifiques, rapports et redditions de compte détaillés
Conception du temps	Espaces informels et flexibles pour laisser la place aux échanges, à l'indignation, à l'élaboration d'actions	Démontrer que beaucoup de choses ont été faites avec l'argent reçu
Fonctionnement	Prendre le temps d'accueillir et d'introduire à la vie associative les cas complexes	Programmation serrée, offre structurée de service
Petites joies	Mise en place de petits changements dans la vie d'une femme	Budget qui balance



L' R DES
CENTRES DE
FEMMES
DU QUÉBEC



Synthèse : Nesrine Bessaïh avec l'appui de l'équipe de travail et du comité de coordination de L'R des centres de femmes du Québec.

Ce document est la synthèse du rapport d'analyse produit par Julie Raby, chargée de recherche, avec la collaboration de Lorraine Guay et Jocelyne Lamoureux pour l'équipe d'ÉRASME (Équipe de recherche et d'action en santé mentale et culture).

Révision linguistique : France Bourgault et Valérie Létourneau.

Illustration et graphisme : Marie Dauverné

L' R DES CENTRES
DE FEMMES DU QUÉBEC

110, rue Sainte-Thérèse
bureau 507
Montréal H2Y 1E6
Téléphone : 514-876-9965

www.rcentres.qc.ca